

Que retenir?

Plusieurs

constats clairs et indiscutables

■ **Les déficits ne sont pas dus à une augmentation irresponsable des dépenses publiques**, mais bien aux cadeaux fiscaux qui se sont multipliés pour les riches et les grandes entreprises.

■ **La cause structurelle de la crise de la dette, c'est la mainmise des marchés sur l'économie**, et la crise financière a été une source de déficits supplémentaires.

■ **L'austérité, la rigueur budgétaire mène l'Europe dans le gouffre**. Il faut rompre avec le cercle destructeur de l'austérité, et mettre en place les conditions d'un financement public et démocratique de l'économie.

Le discours dominant tente d'éluder ces trois aspects centraux de la crise de la dette, pour asséner des contrevérités, et promouvoir comme solution unique les politiques d'austérité : refusons les discours culpabilisateurs, et mobilisons-nous contre l'austérité injuste et absurde !

N'oublions pas que la crise de la dette renvoie à des enjeux européens : c'est aussi une crise de fonctionnement de la zone euro. C'est pourquoi le collectif se mobilise contre le Pacte budgétaire. Il faut changer les règles de la zone euro, pour débarrasser l'Europe de la mainmise des marchés financiers.

A l'heure où le pacte budgétaire s'apprête à imposer une véritable camisole budgétaire à l'ensemble des pays européens, une vraie rupture au plan européen est plus que jamais nécessaire pour sortir de la crise de la dette.

Se mobiliser

contre L'épouvantail de la dette

Dans le sillon creusé par les mobilisations de 2005 contre le traité constitutionnel européen (TCE) et des mobilisations contre la réforme des retraites, de nombreux collectifs citoyens se forment sur la base de l'appel pour un audit citoyen de la dette. Face aux arguments massues du discours officiel, le collectif formule des analyses critiques, alternatives qui doivent être discutées, débattues : il est essentiel de faire vivre le débat citoyen au niveau local.

Des pistes de mobilisations existent aussi au niveau des collectivités locales : certains prêts toxiques, négociés ces dernières années par les collectivités avec Dexia, peuvent avoir des conséquences tragiques en termes de coupes dans les services publics locaux. Certains collectifs locaux ont ainsi fait des démarches pour faire la lumière sur la nature de ces dettes et dénoncer les mesures d'austérité qui sabotent le fonctionnement des hôpitaux, écoles, etc.

En 2005 et 2010, les mobilisations citoyennes ont contribué à changer la donne dans le débat public. Aujourd'hui, les enjeux sont encore plus cruciaux.

Face à l'ampleur de l'entreprise de destruction de la protection sociale et des services publics sous l'égide du pacte budgétaire, il faut lutter contre la résignation, construire les mobilisations, faire monter la pression populaire en France et en Europe...

Sur les places, dans les syndicats, dans les partis, dans le mouvement social et dans la rue, refusons l'escroquerie de l'austérité. Il faudra bien leur faire comprendre, de gré ou de force, que nous ne paierons pas leur dette !

Nous contacter:

contact@audit-citoyen.org

cac



collectif pour un audit citoyen de la dette publique

6

idées reçues

sur les déficits

et l'austérité

Le rouleau compresseur médiatique de la dette justifie aujourd'hui la mise en place de mesures injustes, qui mettent en péril le cœur même de nos sociétés.

Pour lutter contre la résignation et ouvrir de nouvelles perspectives pour les luttes sociales, un appel pour un audit citoyen de la dette publique a été lancé à l'initiative de plusieurs associations et syndicats.

Il a rassemblé déjà près de 60 000 signataires, et 120 collectifs locaux se sont constitués et organisent des rencontres et des actions partout en France.

Pour en savoir plus, plus d'informations disponibles sur le site

www.audit-citoyen.org

Le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique cherche à explorer, développer et expliquer les enjeux révélés par la crise actuelle. Avec une certitude : il existe des solutions progressistes à la crise de la dette ; il faut lutter contre la résignation et les imposer dans le débat public.

Pour ce faire, il est primordial, dans un premier temps, de dénoncer la supercherie du discours dominant sur la dette. On voudrait nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternative à promettre «le sang et les larmes» aux peuples... pour mieux assurer les profits des banques.

«La dette est la conséquence d'une explosion des dépenses publiques»
«Nous vivons au-dessus de nos moyens»
«Il faut rassurer les marchés financiers»
«Il faut imposer la règle d'or, multiplier les cures d'austérité...» Vraiment ?

Ce document a vocation à prendre à contre-pied ces idées reçues, rabachées à longueur de temps dans les grands médias. C'est aussi une invitation à discuter ensemble de ces enjeux dans nos villes, quartiers, villages, pour changer la donne dans la bataille des idées !



Idée reçue no 1

« La dette est la conséquence d'une explosion des dépenses publiques. »

On vit au-dessus de nos moyens... » On nous rabâche, dans les médias dominants, que la cause principale des déficits publics, et donc de la dette, serait l'explosion des dépenses publiques ces dernières années.

C'est faux. La part des dépenses publiques dans leur ensemble (budget de l'Etat, des collectivités territoriales, des administrations de sécurité sociale qui rassemblent les hôpitaux publics et l'ensemble des régimes de sécurité sociale) est globalement stable depuis plusieurs années.

Elle a même diminué par rapport à son point le plus haut atteint en 1993 avec 55 % du produit intérieur brut (PIB), alors qu'en 2007, elle n'en représente plus que 52,3 %. Cependant, la structure des dépenses publiques a évolué (voir encadré).

La crise de la dette qui touche de nombreux pays européens dont la France n'est donc pas provoqué par un changement de comportement des gouvernements, qui seraient devenus trop dépensiers par rapport à leur comportement antérieur. Il n'y a pas eu d'explosion des dépenses !

Pour comprendre le creusement des déficits publics, il y a d'autres explications : le manque de recettes fiscales ou la crise financière de 2007-2008.

La structure des dépenses publiques

Les dépenses générales de l'Etat (défense, enseignement, recherche, justice...) ont fortement diminué. Leur part est passée de 25,5 % du PIB en 1993 à un peu moins de 20 % en 2008. Les dépenses des administrations de sécurité sociale ont continué à augmenter, en raison de l'augmentation des besoins sociaux, des progrès des techniques médicales ou des spéculations des laboratoires qui rendent les protocoles de soin plus coûteux.

Les dépenses des collectivités territoriales ont, elles aussi, augmenté, à cause des transferts de responsabilités (bâtiments scolaires, réseau routier, logements sociaux, gestion du RMI/RSA...) dont l'Etat s'est déchargé, sans associer à ces transferts les financements nécessaires. C'est ainsi que l'austérité se « diffuse » à l'échelle locale.

Idée reçue no 2

« Nous vivons au-dessus de nos moyens. »

La France serait sur le déclin. Plus capable de financer son modèle de protection sociale, elle devrait tourner le dos aux années de facilité. Il n'y aurait pas d'alternative, et il faudrait accepter le sang et les larmes.

C'est faux! La richesse produite par l'économie française n'a cessé d'augmenter, il est tout à fait possible de financer les dépenses publiques. Par contre, depuis plusieurs dizaines d'années, les réformes fiscales des gouvernements, de gauche comme de droite, n'ont pas cessé de priver le budget public de ressources à travers la multiplication des cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises.

Les recettes de l'Etat représentaient 15,1 % du PIB en 2009 contre 22,5 % en 1982 (voir encadré). Cette situation est reconnue officiellement.

Les modalités de ce financement doivent être au centre des débats démocratiques. Il faut refuser la culpabilisation ! L'imposition de l'austérité généralisée et les coupes brutales dans les écoles, les hôpitaux, les tribunaux... n'est pas une fatalité.

Il faut commencer par imposer une contre-révolution fiscale en Europe !

Les recettes de l'Etat

Les impôts progressifs ont vu leur part dans les recettes fiscales diminuer : l'impôt sur le revenu est devenu de moins en moins progressif, passant de 13 tranches à 5 entre 1986 et aujourd'hui, et son taux marginal de 65 % à 41 %. Sous l'ère Sarkozy les droits de succession ont été largement allégés, et le rendement de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) a été fortement amoindri après la suppression du bouclier fiscal, en 2011. Les revenus financiers continuent à bénéficier de faibles taux d'imposition. Il faut ajouter à cela les quelque 500 niches fiscales dont le coût total est estimé à 145 milliards d'euros pour 2010.

L'impôt sur les sociétés a vu son taux passer de 45 % en 1989 à 33 % actuellement. Depuis trente ans, les cadeaux fiscaux, à travers des méthodes d'« optimisation fiscale », profitent davantage aux multinationales qu'aux PME. Si bien que les petites entreprises paient le taux plein, alors que les plus grandes paient des taux allant jusqu'à 8 %, et même inférieurs !

Idée reçue no 3

« La crise c'est la faute des Etats, pas celle des banques »

Selon les rapports de la Commission européenne, la crise de la dette serait due à des déséquilibres structurels qui préexistaient à la crise de 2007 : dépenses publiques trop importantes, faible « compétitivité » des services publics... Ces arguments sont largement repris dans le débat public.

Ils sont faux ! Et permettent de faire l'impasse sur un aspect essentiel de la crise de la dette. Il est clair que la crise financière déclenchée en 2007 aux Etats-Unis a été un facteur décisif de l'endettement des Etats. Avec, en première ligne, la dérégulation financière, qui n'a toujours pas été remise en cause...

La crise financière a frappé de plein fouet les banques européennes, qui s'étaient largement impliquées dans la crise financière. Il a fallu que les Etats leur prêtent des sommes colossales pour les tirer d'affaire. Aujourd'hui, les banques ont en grande partie remboursé ces emprunts. Mais l'ardoise de la crise financière n'est pas lavée pour autant...

La crise financière a donc débouché sur la crise de la dette en Europe. La crise financière n'a même pas abouti à une remise en cause de la dérégulation financière. Cette absence de réponse a permis la spéculation sur les dettes publiques qui a aggravé la crise.

Oui, la crise financière et le fonctionnement dévoyé du secteur bancaire sont bien à l'origine de la crise de la dette... Prenons-en acte : désarmons les banques et les marchés financiers !

La crise accroît les déficits... et les profits

La récession, en plus des cadeaux fiscaux du gouvernement, a creusé les recettes et a nécessité des investissements publics. Le déficit public a ainsi augmenté de 78 milliards d'euros, soit environ 4 points de PIB, entre 2007 et 2008. Dans toute l'Europe, la crise provoque des effets similaires : en moyenne, les déficits publics ont progressé de 6 points de PIB. Pendant ce temps, en 2010, BNP-Paribas, Société générale, Caisses d'Epargne, Crédit Agricole, Crédit Mutuel-CIC annoncent 21 milliards d'euros de profit. Rien moins que le doublement de leurs bénéfices en 2009.

Idée reçue no 4 «IL faut rassurer les marchés financiers.»

On nous explique qu'il n'y a pas d'alternative. Ce sont les marchés financiers qui décident, puisque ce sont eux qui ont les clés de l'économie. Il faudrait donc «rassurer les marchés», dont la volonté s'imposerait comme une loi de la nature.

C'est faux. Ce que l'on voudrait faire passer pour une loi de la nature est le résultat d'un rapport de force qui est aujourd'hui très favorable aux multinationales, aux banques et aux fonds d'investissements. Il est pourtant possible de le renverser !

En effet, ce sont les gouvernements européens qui ont choisi de se lier les poings en gravant la dérégulation financière dans le marbre des traités et en acceptant de se financer uniquement sur les marchés financiers. Mais ce que les gouvernements ont fait, dans le sillon de la contre-révolution néolibérale, il est possible de le défaire !

Il faut d'une part désarmer les marchés en imposant des régulations drastiques au secteur financier et bancaire. Il faut d'autre part se redonner les moyens d'un financement public et démocratique de l'économie.

Il est urgent de s'émanciper de la tutelle destructrice des marchés financiers, pour mettre l'économie au service de la prospérité, les services publics et les biens communs.

La dérégulation financière

Les gouvernements européens ont choisi de se lier les poings en interdisant toute restriction aux mouvements de capitaux entre États membres (article 63 du Traité de Lisbonne), et en acceptant l'impossibilité d'emprunter auprès de leur Banque centrale (depuis le Traité de Maastricht)

En France, ces mesures ont constitué un net recul par rapport aux conditions dans lesquelles la Banque de France pouvait, dans le cadre des lois de 1936, 1945, 1973, racheter les bons du Trésor détenus par les banques sur le marché secondaire. Ensuite, les lois bancaires de 1984 et 1986 ont aggravé la mainmise des marchés, mettant fin à la séparation des banques de dépôts et des banques d'affaires et en ouvrant le marché monétaire aux agents non bancaires (par exemple les compagnies d'assurances et autres institutions financières).

Idée reçue no 5 «IL faut imposer la règle d'or : zéro déficit !»

Cette solution serait frappée par le sceau du bon sens : s'il n'y a pas de déficit public, il ne peut y avoir constitution d'une dette. On pourrait donc se sortir de la crise de la dette en étant un peu plus « discipliné », « rigoureux », en dépensant moins.

C'est **faux et dangereux!** «Zéro déficit». Cette règle entraîne l'impossibilité, de fait, d'investir pour l'avenir, alors même que ces investissements sont aujourd'hui cruciaux.

D'une part, ces investissements seront utilisés des décennies durant par plusieurs générations, ce qui justifie le recours à l'endettement. D'autre part, l'Etat doit se donner les moyens d'intervenir dans l'économie. La crise de 1929 a été terrible et durable parce que les gouvernements ne sont pas intervenus pour soutenir l'activité économique.

Les gouvernements prétendent que les investissements privés prendront le relais si l'on privatise, si l'on flexibilise le marché du travail, si l'on défiscalise les grandes entreprises. Des mesures qui vont encore accroître les profits, dont les sommes ne serviront pas à l'investissement mais à la spéculation sur les marchés financiers...

Dans un contexte de crise, l'Etat doit prendre ses responsabilités. Il faut des investissements publics pour casser le cercle vicieux de l'austérité. En les interdisant, la règle d'or rend à nouveau possible des récessions aux conséquences inimaginables.

Idée reçue no 6 «Pour nous sortir de la dette, il faut des cures d'austérité.»

La « discipline budgétaire » est présentée par les gouvernements et les « experts » de la finance comme la seule solution pour sortir de la crise de la dette. Mais qu'est-ce qui se cache derrière le terme « mesures d'austérité » ?

Il s'agit d'un programme global de réformes économiques, qui comprend des **coupes** dans les dépenses publiques, les retraites, des **privatisations**, des **attaques** contre les droits sociaux, et des taxes sur la consommation.

Cette austérité n'est pas douloureuse pour tout le monde ! Pendant que les peuples grec et portugais paient le prix fort de la crise, les banques européennes et entreprises du CAC 40 n'ont jamais dégagé autant de bénéfices !

Ces politiques ne sont pas seulement injustes. Comme les saignées des médecins de Molière, les «cures» d'austérité tuent leurs patients, en créant spirale destructrice de récession. Elles ont déjà plongé la Grèce dans le chaos économique et social...

Injuste et absurde, le choix de l'austérité qui plonge l'Europe dans le chaos pour mieux « rassurer » les marchés n'a jamais été soumis au débat démocratique. Cette véritable **escroquerie** doit cesser !

